

Recherches sociographiques



Populisme et progrès : les créditistes québécois

Gabriel Gagnon

Volume 17, numéro 1, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055708ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055708ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gagnon, G. (1976). Populisme et progrès : les créditistes québécois. *Recherches sociographiques*, 17(1), 23–34. <https://doi.org/10.7202/055708ar>

Résumé de l'article

La liaison entre progrès économique, social et culturel est de plus en plus remise en question, autant par les adeptes de la nouvelle culture que par les tenants d'un renouveau du marxisme. La modernisation, la bureaucratisation et la rationalisation n'apparaissent plus nécessairement comme des éléments essentiels du progrès social. Les vieilles distinctions entre socialisme scientifique et socialisme utopique s'estompent de plus en plus avec les premières concrétisations de l'autogestion et le réveil des nationalités à l'intérieur même des sociétés industrielles. C'est à la lumière de cette évolution des idéologies que nous avons décidé d'analyser dans une perspective nouvelle le phénomène créditiste, mouvement politique québécois protestataire, important surtout en milieu rural et dans les villes situées en dehors de la zone métropolitaine de Montréal, dont l'implantation et les succès électoraux ont fait depuis les années trente un rival sérieux des vieux partis et, depuis 1970, du Parti Québécois indépendantiste. Mouvement de type populiste, le créditisme a été jusqu'à maintenant défini surtout comme réactionnaire, tant par les commentateurs politiques que par les chercheurs scientifiques. Après avoir présenté une analyse critique de ces interprétations, nous espérons montrer comment une nouvelle façon de voir les choses pourrait conduire à de tout autres résultats. En exposant finalement les perspectives générales d'une recherche qui n'en est qu'à ses débuts, nous déboucherons sur un certain nombre de propositions utiles, selon nous, pour l'analyse de la culture des classes dominées du Québec.

POPULISME ET PROGRÈS LES CRÉDITISTES QUÉBÉCOIS*

La liaison entre progrès économique, social et culturel est de plus en plus remise en question, autant par les adeptes de la nouvelle culture que par les tenants d'un renouveau du marxisme. La modernisation, la bureaucratisation et la rationalisation n'apparaissent plus nécessairement comme des éléments essentiels du progrès social. Les vieilles distinctions entre socialisme scientifique et socialisme utopique s'estompent de plus en plus avec les premières concrétisations de l'autogestion et le réveil des nationalités à l'intérieur même des sociétés industrielles.

C'est à la lumière de cette évolution des idéologies que nous avons décidé d'analyser dans une perspective nouvelle le phénomène créditiste, mouvement politique québécois protestataire, important surtout en milieu rural et dans les villes situées en dehors de la zone métropolitaine de Montréal, dont l'implantation et les succès électoraux ont fait depuis les années trente un rival sérieux des vieux partis et, depuis 1970, du Parti Québécois indépendantiste. Mouvement de type populiste, le créditisme a été jusqu'à maintenant défini surtout comme réactionnaire, tant par les commentateurs politiques que par les chercheurs scientifiques. Après avoir présenté une analyse critique de ces interprétations, nous espérons montrer comment une nouvelle façon de voir les choses pourrait conduire à de tout autres résultats. En exposant finalement les perspectives générales d'une recherche qui n'en est qu'à ses débuts, nous déboucherons sur un certain nombre de propositions utiles, selon nous, pour l'analyse de la culture des classes dominées du Québec.

I. LES INTERPRÉTATIONS TRADITIONNELLES DU MOUVEMENT CRÉDITISTE

Les créditistes québécois tirent leur nom de la doctrine du « crédit social » popularisée dans les années vingt par le Major anglais C.H. Douglas.¹ À partir

* Communication présentée au IX^e colloque de l'Association internationale des sociologues de langue française, Menton, mai 1975.

1. Parmi ses principaux travaux, mentionnons: *Economic Democracy*, London, Cecil Palmer, 1920; *Credit-Power and Democracy, with a Draft Scheme for the Mining Industry*, London, Cecil Palmer, 1920; *Social Credit*, London, Cecil Palmer, 1924; *The Control and Distribution of Production*, London, Cecil Palmer, 1922.

d'une philosophie globale centrée sur l'individu, Douglas propose un certain nombre de réformes politiques essentiellement d'ordre monétaire, basées sur un dividende social distribué aux citoyens pour combler l'écart entre les prix et le pouvoir d'achat global. Nous n'exposerons pas ici cette doctrine puisque nous n'avons étudié que sa réinterprétation par les créditistes québécois.² Peu populaire en Angleterre, le « crédit social » devint, à la faveur de la crise des années trente, l'élément essentiel de l'idéologie d'un parti politique qui prit le pouvoir en Alberta en 1935 pour le garder jusqu'en 1971. Dans la province voisine, en Colombie-Britannique, le même parti devait garder le pouvoir de 1952 à 1972. L'appartenance de ces provinces à la fédération canadienne devait les empêcher de mettre en oeuvre les politiques monétaires de Douglas, le parti du crédit social n'ayant jamais réussi à remporter plus que trente des deux cent soixante-cinq sièges du Parlement fédéral. Parallèlement à cette évolution, la « Ligue du Crédit Social de la Province de Québec » était fondée en mai 1936. D'abord mouvement d'éducation politique, autour du journal bimensuel *Vers Demain*, le créditisme québécois devait obtenir son premier succès électoral en 1946, alors que son chef fédéral actuel, Réal Caouette, était élu au Parlement fédéral dans une élection partielle. Il fallut attendre ensuite les élections fédérales de 1962 pour voir les créditistes québécois déboucher sur la scène électorale avec 26% du vote populaire et vingt-six députés sur soixante-quinze. Au cours des cinq élections suivantes, ils n'obtiendront jamais moins que 16% du vote et ils comptent encore actuellement onze députés au Parlement fédéral. La même percée ne devait s'effectuer au Québec qu'aux élections provinciales de 1970, où 12.4% du vote produisaient douze députés.³

Si l'on compare l'implantation du mouvement créditiste à celle d'autres mouvements à base populaire, en dehors des deux grands partis libéral et conservateur, on s'aperçoit de son importance particulière dans l'histoire récente du Québec en tant qu'expression politique des classes défavorisées, tant par l'ancienneté de son implantation que par ses succès électoraux.

Les partis inspirés de la social-démocratie (Cooperative Commonwealth Federation — C.C.F., devenue en 1961 Nouveau Parti Démocratique) ou du marxisme (Parti Communiste du Canada), beaucoup plus électoralistes, n'arrivèrent jamais à mordre sur le milieu québécois francophone. Le C.C.F. fit élire un seul député à l'Assemblée nationale en 1944; il n'a dépassé 10% du vote que dans la seule élection fédérale de 1965, où 12% du vote québécois ne lui permirent l'élection d'aucun député. Depuis, il plafonne à 7% du vote populaire alors que les communistes obtiennent des résultats infimes.

Quant aux mouvements nationalistes, après une brève présence électorale au moment de la dernière guerre et de la crise engendrée par la conscription,

2. Pour un bon exposé sur la doctrine de Douglas, et l'histoire des créditistes québécois, voir la deuxième partie (« Social Credit in Quebec: its development ») de Michael B. STEIN, *The Dynamics of Right-Wing Protest: a Political Analysis of Social Credit in Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1973.

3. En 1973, une proportion de 11% du vote populaire ne permettait l'élection que de deux députés, dans l'Abitibi et dans la Beauce.

qui ne dura que le temps d'une législature, ce n'est qu'en 1970 qu'ils se donnèrent une nouvelle arme politique, le Parti Québécois qui, avec 31% du vote populaire et six députés sur cent dix à l'Assemblée nationale, risque d'avoir une carrière plus significative. Les votes de ce parti proviennent particulièrement des milieux urbains, son programme est social-démocrate et il ne présente pas de candidats aux élections fédérales où il a prôné jusqu'à maintenant, soit l'absentéisme, soit l'annulation du vote.

Ce bref rappel du contexte électoral québécois nous est apparu nécessaire à la compréhension du phénomène créditiste que nous allons maintenant analyser. Méprisés jusqu'alors en tant que ruraux et que non-instruits par les politiciens traditionnels et les intellectuels, les créditistes devaient, à la suite de leurs succès électoraux fulgurants de 1962, attirer l'attention des chercheurs universitaires. Fait assez surprenant, c'est de l'université McGill que vinrent les deux enquêtes les plus importantes à leur sujet, dont les résultats ont été présentés récemment dans deux volumes non encore traduits en français.⁴

Ces enquêtes empiriques cherchent à vérifier les préjugés courants sur les créditistes qui en font des représentants attardés d'une petite bourgeoisie rurale traditionnelle en voie de disparition sous l'influence de l'urbanisation, de l'industrialisation et de l'expansion constante du capitalisme monopoliste d'État. C'est là le point de vue traditionnel autant des représentants des vieux partis que des intellectuels urbains et des marxistes orthodoxes.⁵

Pinard accepte d'emblée le postulat qui fait du crédit social un mouvement protestataire de droite, assimilable au poujadisme. Son matériel d'analyse est un ensemble de 998 entrevues d'une heure effectuées auprès d'un échantillon de Québécois de dix-neuf ans et plus, à l'automne 1962, quelques mois après les élections fédérales de juin qui avaient produit la vague créditiste dont nous avons parlé plus haut: ceux qui admettent avoir voté créditiste aux élections précédentes font évidemment l'objet d'une attention particulière.

L'utilité du travail de Pinard réside surtout dans le portrait précis du voteur créditiste qu'il nous fournit. Le créditiste-type habite en dehors de Montréal, possède un niveau moyen de revenu, est surtout petit homme d'affaires, fermier ou travailleur; il appartient à plusieurs organisations et est plutôt jeune, ce qui contredit le portrait traditionnel.

Lorsque Pinard veut dépasser les caractéristiques socio-économiques pour passer aux attitudes, il constate que son voteur créditiste n'est ni conservateur, ni nationaliste, ni autoritaire, ni intolérant face aux minorités. Il semble

4. STEIN, *op. cit.* Maurice PINARD, *The Rise of a Third Party: a Study in Crisis Politics*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1971. Vincent LEMIEUX consacre aussi trois chapitres de son ouvrage *Le quotient politique vrai* (Les Presses de l'Université Laval, 1973) au phénomène créditiste mais il s'agit essentiellement de deux monographies de sociologie électorale au niveau du comté, effectuées lors des élections fédérales de 1962, et d'une critique des hypothèses de Pinard sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

5. On trouve un bon exemple de ce point de vue dans le no 8 du volume III (mars 1966) de la revue *Parti pris*, consacré entièrement au crédit social.

cependant souffrir d'aliénation politique, si l'on classe dans cette catégorie, comme le fait Pinard, ceux qui sont d'accord avec les énoncés suivants:

« Habituellement, une fois élus, nos députés perdent vite contact avec le peuple. »

« Les intellectuels prennent trop de place dans nos gouvernements. »

« En général, nos gouvernements ne se préoccupent pas de ce que la plupart des gens pensent. »⁶

Voilà une façon bizarre de définir l'aliénation. Moins on est dupe de l'idéologie dominante, plus on est aliéné, semble-t-il. Cette définition, issue de la psycho-sociologie américaine, est de plus en plus contestée. Quant à nous, nous croyons que les créditistes de Pinard, loin d'être aliénés, manifestent par leurs réponses leur conscience d'appartenir à des classes dominées de la population, ce que confirme les données socio-économiques obtenues à leur sujet.

Au terme de cette étude, le crédit social n'apparaît plus si bien, ni par les caractéristiques de ses électeurs ni par leurs attitudes, comme le mouvement de protestation de droite auquel on croyait avoir affaire.

L'étude de Stein, après une excellente présentation de l'histoire des créditistes québécois, s'intéresse particulièrement cette fois aux leaders du mouvement. À l'été de 1967, quarante-sept leaders nationaux et vingt-deux leaders locaux du créditisme québécois furent soumis à un questionnaire ayant pour but de connaître à la fois certaines de leurs caractéristiques socio-économiques et certaines de leurs attitudes. Le portrait qui en ressort est très peu différent de celui du leader politique québécois traditionnel: 60% des interviewés proviennent des milieux du commerce et des professions. Il existe cependant une différence marquée entre le statut socio-économique de ces leaders et celui du voteur créditiste étudié par Pinard. Encore ici, l'auteur essaie une série de tests psycho-sociologiques qui pourraient dessiner le caractère de ce mouvement que lui aussi, au départ, a classé du côté d'une droite définie comme cherchant à préserver des groupes en déclin face à la modernisation et prônant le retour ou le renforcement de valeurs associées au passé. Les tests ne donnent rien pour l'ensemble des leaders qui demeurent des protestataires modérés: Stein en isole cependant un groupe souffrant d'un haut degré de désaffectation.⁷ Les membres de ce groupe sont plus pauvres, plus autoritaires et ethnocentriques et se voient attribuer une vision « conspiratoire » des choses (« *conspirational outlook* »). Pour mieux illustrer les faiblesses d'une psycho-sociologie fonctionnaliste de ce type, arrêtons-nous un instant sur cette dernière variable.

Qui possède une vision « conspiratoire » du monde? Le leader qui est d'accord avec au moins quatre des propositions suivantes:

1. « Les Américains font tous les efforts possibles pour nous rendre dépendants sur le plan économique. »

6. PINARD, *op. cit.*, pp. 261 et 273.

7. Ces « *highly disaffected* » sont obtenus à partir de ceux qui sont d'accord avec les deux propositions suivantes:

« — Notre système économique est complètement en déroute. »

« — Notre système politique est complètement corrompu. »

2. « Quelques partis politiques semblent insensibles à l'importance de l'enseignement religieux dans les écoles. »
3. « Les communistes ont infiltré plusieurs partis politiques importants au Canada. »
4. « L'influence du clergé s'exerce dans trop de domaines. »
5. « Les Anglais occupent une trop grande place au Québec. »

À ce jeu, la dénonciation d'une trop grande influence réelle du clergé, des « Anglais » et des Américains au Québec ne peut relever d'une situation objective mais doit s'interpréter plutôt en termes de « syndrome d'autoritarisme ». On voit où peut mener une sociologie de ce type.

C'est justement l'existence de deux couches différentes à l'intérieur du leadership créditiste qui expliquerait, selon Stein, les nombreuses luttes entre factions suivies de schisme qui ont affecté le mouvement tout au cours de son histoire et qui seraient caractéristiques des mouvements de protestation de droite.

Les travaux de Pinard et de Stein nous laissent donc insatisfaits, soulevant sur les créditistes québécois plus de questions qu'ils ne fournissent de réponses.

S'agit-il vraiment d'un mouvement de droite? En dépit de l'origine et des déclarations de la majorité de ses leaders, le crédit social québécois n'est pas exclusivement le parti de la petite bourgeoisie traditionnelle. Les attitudes de l'électeur et du leader créditiste, malgré l'extrême simplisme des instruments employés pour les mesurer, ne semblent pas particulièrement caractéristiques d'une mentalité de droite, autoritaire ou fasciste. Ces attitudes semblent par ailleurs loin d'être unitaires puisqu'on peut, par exemple, distinguer parmi les leaders des sous-groupes chez qui elles existent en constellations opposées. Cette constatation est d'ailleurs renforcée par les analyses de Vincent Lemieux qui, au terme de ses études de sociologie électorale, arrive à parler de deux créditismes, l'un de type économique, l'autre de type sociétal: le premier, rural, correspondant aux comtés créditistes où les agriculteurs forment plus de 20% de la main-d'oeuvre, serait plus sensible à la détermination de la situation économique; le second, plus urbain, correspondant aux circonscriptions créditistes où les mineurs, ouvriers et manoeuvres dépassent 40% de la main-d'oeuvre, serait plus perméable à une conscience de classe dominée.⁸

II. CRÉDITISME, POPULISME ET PROGRÈS

Notre recherche a été avant tout conçue pour essayer de pousser plus loin l'analyse en tentant de répondre aux interrogations laissées ouvertes par les travaux précédents.⁹

8. LEMIEUX, *op. cit.* Voir aussi les comptes rendus par Vincent LEMIEUX des ouvrages de Pinard et de Stein dans: *Recherches sociographiques*, XIII, 3, 1971: 392-394 et XIV, 2, 1973: 269-270. À propos de celui de Stein, Lemieux souligne également que les créditistes « défendent des valeurs de gauche même si leur refus de s'attaquer à l'ordre social existant les situe plutôt à droite ».

9. Subventionnée par le « Programme de formation de chercheurs et d'action concertée » du Ministère de l'éducation du Québec, cette recherche à caractère interdisciplinaire était dirigée par Pierre Beaucage, ethnologue, Guy Bourassa, politicologue, Gabriel Gagnon et Alfred Sicotte, sociologues, tous de l'Université de Montréal.

Nous avons décidé de partir cette fois des membres du mouvement créditiste qui, par rapport aux électeurs et aux leaders déjà étudiés, devraient nous fournir du mouvement une vision cohérente sans être stéréotypée. Ces membres, nous les avons voulu insérés dans un milieu déterminé où l'on pourrait plus facilement observer leurs pratiques en relation avec leur discours. Notre choix s'est arrêté sur un des deux comtés représentés par des créditistes à l'Assemblée nationale, celui de Beauce-Sud: situé à une centaine de kilomètres de la ville de Québec, il englobe à la fois une bonne proportion de cultivateurs et de bûcherons tout en incluant une agglomération importante de plus de 15 000 habitants (Saint-Georges Est et Ouest). L'implantation agricole y date de 1735, ce qui est ancien pour le Québec¹⁰ et le créditisme y propère depuis ses débuts. À partir d'une liste de trois cent cinquante cotisants du parti à l'été 1974, nous avons effectué soixante-dix entrevues dirigées à questions ouvertes pour essayer de cerner, mieux qu'avec les instruments psycho-sociologiques dont nous avons dénoncé plus haut le simplisme, la vision du monde des créditistes, leurs représentations d'eux-mêmes, des autres et de la société en général.¹¹

Parallèlement à la réalisation des entrevues, nous avons effectué une analyse des structures démographiques et économiques du comté et amorcé l'étude du rôle des créditistes au sein des divers organismes publics et privés de la région.

Nous ne rendrons compte pour le moment que d'une première analyse des entrevues qui illustrera de façon plus claire le contenu du discours créditiste et nous permettra de le mieux caractériser.

a) Une théorie monétaire

Le créditisme de la plupart des Beaucerons s'enracine dans l'expérience de la crise économique qui leur a révélé les faiblesses du système.

« Je suis devenu créditiste après avoir constaté que le système économique dans lequel nous vivions était ridicule, absurde, puis complètement injuste. J'ai cherché pendant fort longtemps pour quelle raison le système économique avait été organisé comme ça, parce que le système économique c'est pas une loi de l'Évangile, c'est pas dans la loi naturelle, c'est pas dans l'ordre de l'évolution des astres dans le cosmos, c'est une invention des hommes. »

(Le député.)

La plus grande cause de cette absurdité réside dans le pouvoir qu'ont les banques de créer du crédit:

« Un autre exemple qu'on peut prendre c'est le pouvoir des banques, le fait qu'elles ont le monopole du crédit, c'est une chose abominable, une chose inacceptable. La plus grande fraude de l'histoire du monde. Puis moi je dis que dans un siècle les écrivains écriront que le 20e siècle a eu comme caractéristique dans le monde occidental dans le fait que la plus

10. Voir: Madeleine FERRON, avec la collaboration de Robert CLICHE, *Les Beaucerons, ces insoumis*, H.M.H., 1974.

11. Les entrevues ont été effectuées par Alfred Sicotte, Marcel Faulkner et Monique Dumont. Les meilleures seront publiées au cours de 1975 aux éditions Parti pris dans un livre intitulé *Tant que le monde s'ouvrira pas les yeux*.

grande faute de tous les temps y a été commise lorsque les gouvernements, soi-disant démocratiques, ont laissé à des institutions privées que sont les banques, dont les directeurs sont tous des directeurs et des présidents de sociétés multinationales, le contrôle exclusif de leur propre crédit. »

(Le député.)

Ce pouvoir des banques s'exprime dans la vie quotidienne des gens par la difficulté d'obtenir du crédit. Les créditistes veulent y porter remède en distribuant à tous un dividende national, qu'ils associent maintenant au revenu annuel garanti.

« J'avais un bien qui valait, mettons \$3 000, puis je m'en vais à la banque pour emprunter de l'argent. Puis là ils me prêtent mais il fallait que je mette mon bien entre leurs mains. En retournant chez nous, j'ai pensé à ça comme il faut. J'ai dit, ils m'ont prêté leur bien, ils m'ont prêté mon bien, puis ils me chargent un intérêt là-dessus. C'est là que je suis devenu créditiste. »

(Un menuisier.)

« Le système créditiste, l'opposé du système actuel, mettrait en circulation dans la poche de tout le monde, la différence entre le total des salaires gagnés dans la nation puis le total des produits qui ont été produits dans la nation. Si, supposons, on va prendre des petits chiffres pour que ça se comprenne bien, si supposons que le total des salaires et des services dans la nation soit de \$8, puis que les biens qui sont mis face au consommateur sont de \$10, ben il serait mis en circulation \$2, en part égale, à tous les sujets de la nation. »

(Un mécanicien.)

b) L'entreprise et l'État

Les créditistes croient avant tout à la propriété privée individuelle ou coopérative: c'est un des fondements de leur vision du monde.

« Mais pour arriver à quelque chose il faut qu'il y ait un intérêt personnel. Faut que quelqu'un essaie de monter par lui-même. Essayez donc de plafonner un gars puis de lui dire: garde ton espoir puis garde ton énergie, t'es plafonné là, tu travailles pour l'État, tu monteras pas plus haut que ça... Essayez donc de le stimuler comme ça. »

(Un enseignant.)

À partir de là, la conscience d'une exploitation du travailleur dans l'entreprise est très faible. Voici la réponse d'un syndiqué créditiste à la question suivante: « Avez-vous remarqué que le Crédit Social parle de la domination de la haute finance, mais jamais de l'exploitation des travailleurs? »

« C'est là-dessus que je ne suis pas d'accord en tant que syndiqué. C'est-à-dire qu'ils n'en parlent pas. C'est une absence d'item à leur programme. Je ne sais pas s'ils n'en parlent pas parce que ce n'est pas dans leur optique. Moi c'est ça que je chicane drôlement avec le député d'aujourd'hui ici. Le fait qu'on parle de l'exploitation en général, par la haute finance, de la population du Québec, mais que jamais, je n'ai jamais vu ni un candidat, ni un député élu parler de l'exploitation de l'entreprise privée sur le dos des travailleurs. »

(Un ouvrier syndiqué du textile.)

Mais, dès que l'entreprise privée dépasse une certaine dimension, elle devient l'objet de virulentes critiques:

« Mais de là à tout donner aux sociétés multinationales moi je dis qu'il y a une marge. Actuellement on n'a pas besoin de tout donner les forêts du Québec aux sociétés multinationales. »

nales pour faire faire la coupe du bois, pour faire le transport du bois, voire même faire faire la transformation du bois. Je comprends que ça peut prendre des sociétés beaucoup plus grandes lorsqu'il s'agit de la transformation du papier journal, alors on ne condamne pas l'entreprise privée comme telle: on veut en faire la promotion, de l'entreprise privée. Mais on ne veut pas que l'entreprise privée devienne des monopoles qui contrôlent des secteurs de l'activité économique et que de là ils soumettent la population à leur volonté et à leur caprice. C'est ça qu'on ne veut pas. »

(Le député.)

Il en est de même pour l'entreprise étatique, à laquelle on ne croit pas.

« Ils ont acheté toutes les compagnies d'électricité, le gouvernement, dans le but de vendre l'électricité à bon marché. Ce qui se produit, c'est de plus en plus cher, encore plus ils ont dit que dans les cinq prochaines années l'électricité va augmenter de 10% par année. Qui est-ce qui administre mal là-dedans? C'est pas logique, l'affaire. C'est très mal administré. L'entreprise privée arrive toujours mieux. Un gars qui a un commerce là, il arrive: il est meilleur administrateur que le gouvernement, il arrive: il a réglé son affaire pour arriver. Le gouvernement, eux, ils arrivent avec un déficit. »

(Un commis dans un garage.)

L'État d'ailleurs, ne doit jouer qu'un rôle de régulateur: contrôler les monopoles, distribuer le crédit et le dividende national, assurer une certaine égalité entre tous. Pour le reste, son activité est associée au socialisme, vu exclusivement sous son aspect bureaucratique.

« Le gouvernement devrait faire en sorte que l'employeur doive payer à tous les six mois un réajustement de salaire pour le coût de la vie... qu'ils fassent des lois pour aider la classe des travailleurs: c'est la classe la plus nombreuse pis c'est celle-là qui est la plus délaissée, ça me paraît. Mais, moi, je veux pas me faire vivre par le gouvernement... J'aimerais mieux ne pas avoir d'allocation et avoir un salaire plus élevé. Ce serait moins de dépenses pour le gouvernement. »

(Un commis dans un garage.)

« Si on dit, bien, il y a deux compagnies dans tout le pays et qui contrôlent tout le monde, alors l'État va en prendre le contrôle... Le petit qui est en bas, lui? C'est pas mieux que c'était. Alors autrement dit, on a changé les habitants du palais... On a installé une autre bourgeoisie à la place qui elle s'habille au nom de l'État. Mais pour la société en général, pour les individus, pour les travailleurs, pour les paysans, ça fait quoi? Absolument rien, ça n'a rien changé. »

(Le député.)

c) Les classes sociales et la société idéale

Les créditistes ont certainement une forte conscience de classe mais elle s'exprime plutôt en termes de petits et de gros qu'en termes de bourgeoisie et de prolétariat: elle se concrétise par rapport au milieu local, plus connu.

« Il y a la classe de proies et la classe d'étrangleurs. La classe de proies, c'est le bas peuple, la petite classe, mais on est la majorité du vote, par exemple... Puis moi, la haute classe, j'ai toujours eu horreur de la profession, des professionnels, parce que ça toujours mis du monde dans la rue, à venir jusqu'à date... Qu'on ne parle pas de l'esclavage de l'Afrique: on l'a ici dans notre province, l'esclavage de la basse classe, on l'a carrément quand même qu'ils ne veulent pas, on l'a. Un gars n'a rien qu'à aller aux études un peu, il n'a rien qu'à avoir un petit maudit diplôme dans les mains, il nous croit obligés de s'agenouiller devant lui. »

(Un rentier.)

Cette conscience de classe a pour pendant le désir d'une société idéale de type égalitaire.

« Qu'est-ce que ça donne d'être riche en fin de compte? Du moment qu'on peut vivre raisonnablement. Là tous les employeurs travaillent pour devenir riches. Faire de l'argent, d'accord, mais pourquoi devenir riche? Pour ramasser de l'argent, la centraliser. Un vaut l'autre. Les femmes pareil... Je suis pour ça que les femmes gagnent pareil comme les hommes, à travail égal. J'ai toujours été d'accord pour ça. Mais que le gars devienne riche, millionnaire... Ça ne devrait pas avoir lieu un millionnaire. Ça ne devrait pas être sur la terre. »

(Un commis dans un garage.)

Pour un autre, dans cette société utopique, l'école devrait être totalement débureaucratisée:

« Alors moi, dans ma façon de voir les choses, je trouve que l'école, l'école comme on l'entend aujourd'hui avec grosses bâtisses, déplacement d'élèves puis tout ça, je trouve ça réellement stupide. Complètement stupide, périmé, dépassé. Ça devrait même plus exister. Parce que je vois bien avec les moyens monnayables qu'on a, on devrait, dans les familles, avoir tous des « kits » comme on dit là, enregistrés, audio-visuels, avec les meilleurs professeurs du monde et non pas seulement du Québec, dans toutes les matières imaginables, puis tout le monde pourrait s'instruire quand il le voudrait; au moyen de ses appareils de télévision, avec cassette où les cours se donneraient... La famille serait respectée, le noyau familial, les enfants, puis je crois bien qu'on aurait des résultats sensationnels pour un coût à peu près le dixième de ce que ça coûte là. »

(Un commis-vendeur.)

D'ailleurs, que resterait-il de l'État dans cette société future?

« Si on pouvait venir au crédit social pur, on n'a plus besoin de gouvernement... Parce que l'homme est créé libre, complètement libre puis un coup qu'il est libre de faire ce qu'il veut, il n'a plus besoin de pape, plus besoin de roi, il n'a plus besoin de premier ministre, il se run lui-même, il est libre. Plus besoin d'administrateurs. Mais c'est très long à expliquer. »

(Un menuisier.)

Le créditisme est-il à droite ou à gauche? Va-t-il dans le sens du progrès ou est-il irrémédiablement tourné vers le passé? S'agit-il d'un parti politique ou d'un mouvement utopique?

La brève revue des représentations sociales de militants créditistes que nous venons de fournir nous incite à plus de prudence que nos prédécesseurs, Stein et Pinard, qui avaient catalogué d'avance à droite une réalité beaucoup plus complexe, que leurs instruments de mesure ne permettaient pas de saisir adéquatement.

Nous préférons pour notre part l'interprétation proposée par notre collaborateur Alfred Sicotte.¹² Du fait de sa composition sociale où deux groupes, les petits producteurs agricoles et les ouvriers, dominant, le mouvement créditiste doit tenter d'unir en une idéologie cohérente les revendications de ces deux classes dominées face à l'expansion de la phase monopoliste du mode de production capitaliste. Ces revendications n'étant pas nécessairement semblables

12. Alfred SICOTTE, « Le Crédit Social au Québec: un mouvement populiste méconnu », dans S. CARLOS, E. CLOUTIER et D. LATOUCHE, *Le système politique québécois contemporain*, Montréal, HMH, 1976.

puisqu'elles n'insistent pas sur les mêmes contradictions du système, on aboutit à un de ces mouvements populistes dont la meilleure analyse a été faite par Alain Touraine.¹³ Expression des contradictions et des crises du système économique, ces mouvements sont d'abord rejet global de la légitimité de la classe dominante. Mais, ils demeurent toujours marqués cependant « par la tension entre la conscience aliénée qui reproduit la visée de la classe supérieure et une volonté de rupture ».¹⁴ Voilà, mieux que toutes les typologies unilatérales, la façon d'analyser ces mouvements sociaux qui ne s'interprètent que baignés dans l'ensemble d'une formation sociale et de ses contradictions. Mouvement des classes dominées, le créditisme exprime à tâtons leurs revendications, apparaissant tantôt à droite, tantôt à gauche, selon l'aspect isolé par le chercheur. Il en était de même des socialismes utopiques du siècle dernier et du mouvement de mai; on peut aussi retrouver cette ambiguïté dans l'utopie autogestionnaire, le mouvement écologique et la nouvelle culture. Dans les sociétés industrielles avancées, les idéologies et les cultures ne peuvent plus être mises en correspondance directe avec un découpage trop simple des classes sociales qui permettrait de les caractériser rapidement. Les sociologues osent de moins en moins désigner d'emblée les porteurs d'un présumé progrès économique, encore moins du progrès social ou culturel.

III. CLASSES SOCIALES ET CULTURE

La recherche dont nous venons de présenter quelques résultats, sans nier l'apport considérable fourni par l'analyse des structures économiques et sociales des sociétés dépendantes,¹⁵ se place cependant pour le moment dans une perspective complémentaire, peut-être trop négligée.

Nous adhérons ainsi à plusieurs aspects du programme proposé récemment par *Recherches sociographiques*:

« L'objectif des sciences humaines n'est pas de superposer au vécu des constructions qui le remplaceraient, mais d'en rendre compte dans des interprétations qui ne le dépassent qu'en l'assumant. Il ne s'agit pas pour autant, de dissoudre l'explication dans les « mystères » de l'expérience des agents sociaux, mais d'aller assez creux dans cette expérience pour être assuré que la remontée théorique reste fidèle à ce dont elle doit rendre compte [...]

Aussi faut-il rappeler que notre objet est historique, qu'il change comme la sociologie que nous en faisons, et d'habitude plus vite que cette dernière. Revenir au vécu, ce n'est donc pas chercher quelque terreau de la conscience intemporelle mais bien plutôt se souvenir que la sociologie reprend toujours les tentatives des agents sociaux eux-mêmes pour se donner une vision d'ensemble de la situation où se déterminent leurs comportements. »¹⁶

13. Voir en particulier: Alain TOURAINE, *Production de la Société*, Paris, Seuil, 1973, qui fournit une synthèse théorique magistrale de l'ensemble des travaux de l'auteur.

14. *Id.*, p. 377.

15. Nous pensons en particulier aux travaux de Samir AMIN et des sociologues latino-américains.

16. Fernand DUMONT et Nicole GAGNON, *Le vécu*: « Présentation », *Recherches sociographiques*, XIV, 2, 1973, pp. 153-154.

Deux recherches québécoises importantes, effectuées dans une perspective apparentée, peuvent nous servir de point de comparaison. Il s'agit d'abord d'une étude collective terminée sur la vie quotidienne des Montréalais francophones.¹⁷ On a reproché à cette recherche ambitieuse, qui voulait réunir les perspectives de la macro-sociologie d'inspiration marxiste et de la psychologie sociale rogérienne, de n'avoir pas réussi à élaborer une méthodologie adéquate pour saisir l'idéologie et l'aliénation, d'avoir trop cherché les traces de « l'idéologie dominante » et pas assez les expressions de la résistance des classes dominées.¹⁸ Peut-être cela est-il dû au fait qu'on ait trop travaillé au niveau des représentations, que les informateurs aient été choisis en fonction de leur représentativité statistique plutôt que de leurs divers types d'insertion dans le réseau des mouvements sociaux. Cela dit, la recherche nous fournit un ensemble de matériaux considérables pour l'analyse des représentations produites par les diverses classes sociales de la société montréalaise.

L'autre recherche est encore en cours: il s'agit d'une analyse d'histoires de vie effectuée dans le cadre d'un travail de l'Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval, portant sur les mutations du Québec depuis 1940.¹⁹

Le fait que ces histoires de vie aient d'abord eu pour but d'approcher les transformations objectives d'une société à partir essentiellement des représentations que s'en font ses membres à un moment donné du temps, permet de les analyser comme un ensemble fermé et de pousser beaucoup plus loin les aspects méthodologiques. Pour le moment, ces histoires de vie sont analysées en fonction des catégories sociales utilisées par les informateurs, de leur conscience historique, de leur mobilité, et de façon plus globale de leur type de « vécu », ou d'insertion symbolique et pratique dans la société. Nous croyons cette recherche susceptible de sortir des ornières de l'analyse de contenu quantitative, comme du rôle strictement illustratif attribué habituellement aux histoires de vie.

Quant à nous, nous voudrions, tout en profitant de l'apport de ces deux recherches, mener plus loin la connaissance de la culture des classes dominées.²⁰ Nous prenons ici culture dans le sens le plus large, comme un ensemble de pratiques et de représentations spécifiques susceptibles de permettre l'identification d'un groupe social. Il nous faut donc unir observation des pratiques et

17. Yves LAMARCHE, Marcel RIOUX et Robert SÉVIGNY, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des Montréalais francophones*, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973, 2 volumes.

18. Voir: Nicole GAGNON, « À propos d'une recherche collective », *La sociologie au Québec, Recherches sociographiques*, XV, 2-3, mai-août 1974, pp. 335-347.

19. Voir: Nicole GAGNON et Bruno JEAN, « Les histoires de vie et la transformation du Québec contemporain », *Sound Heritage*, IV, 1, 1975; BRUNO JEAN, « Un ouvrier du textile », dans ce numéro.

20. En plus de notre travail sur les créditistes, nous effectuons des recherches du même type dans les quartiers ouvriers montréalais. Le travail d'une de nos étudiantes sur la vie quotidienne dans l'est de Montréal a déjà été publié: Marie LETELLIER, *On n'est pas des trous-de-cul*, Parti pris, 1971.

saisie des représentations: dans ce dernier cas, le recueil des projets conscients doit être complété par la recherche des éléments inconscients.

Nous voudrions être fidèles à cette perspective dans les prochaines étapes de notre travail sur les créditistes. Le fait d'insérer nos entrevues dans un milieu spécifique dont nous connaissons l'histoire et la structure économique et l'emploi systématique de l'observation participante, les chercheurs séjournant longtemps dans le milieu, nous permettent une première jonction entre les pratiques et les représentations. Le choix d'adeptes d'un mouvement social des classes dominées nous fournit d'ailleurs une liaison déjà concrétisée entre ces deux éléments qu'il est plus difficile de saisir chez des individus sérieux, pris au hasard dans une strate sociale.

Par ailleurs, nous voulons compléter l'analyse de nos entrevues à l'aide des techniques développées par l'ethnoscience ou « l'anthropologie cognitive » californiennes,²¹ en essayant de les appliquer dans un milieu plus complexe que ceux auxquels elles ont été confinées jusqu'à maintenant. Nous espérons pouvoir atteindre, derrière les discours conscients, les catégories mentales et les systèmes de classement inconscients utilisés par nos informateurs.

Finalement, nous voudrions aussi retrouver, à travers discours et pratiques, ce désir refoulé des classes dominées, qu'on le nomme « imaginaire » chez Castoriadis, « espaces de représentation » chez Lefebvre, ou tout simplement utopie chez Mikel Dufrenne.²² Mais la sociologie peut-elle vraiment, en dehors des crises et des catastrophes, saisir cet informulé?

Notre projet est évidemment ambitieux mais il nous apparaît susceptible de faire mieux comprendre la structure des classes au Québec et de contribuer modestement à une théorie marxiste de la superstructure qui demeure encore loin à l'horizon.

Gabriel GAGNON

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

21. Pour une revue critique de ces travaux, voir: Marcel FOURNIER, « Réflexions théoriques et méthodologiques à propos de l'ethnoscience », *Revue française de sociologie*, XII, 1971, pp. 459-482.

22. CASTORIADIS, *Socialisme ou barbarie*, 10/18. HENRI LEFEBVRE, *La production de l'espace*, Anthropos, 1974; MIKEL DUFRENNE, *Art et Politique*, 10/18, 1974.